

L'Indice de perceptions de la corruption 2004 Transparency International



<http://www.transparency.org>

Transparency International Secretariat
Otto-Suhr-Allee 97-99,
10585 Berlin,
Allemagne
Tel: +49-30-3438 200
Fax: +49-30-3470 3912
ti@transparency.org

A propos de TI :

Transparency International, fondée en 1993, est la plus grande organisation internationale non gouvernementale vouée entièrement à la lutte contre la corruption. TI compte actuellement près de 90 sections nationales dans le monde et son Secrétariat international se trouve à Berlin, en Allemagne. Pour de plus amples renseignements sur TI, ses sections nationales et ses activités, veuillez visiter le site Internet www.transparency.org

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



**TRANSPARENCY
INTERNATIONAL**

la coalition contre la corruption

Contacts médias:

Jeff Lovitt/Diana Rodriguez (Londres)

Tel: +44 207 610 1400

Portable: + 49 162 419 6454

Sarah Tyler/Jana Kotalik (Berlin)

Tel: +49-30-3438 2019/61

Fax: +49-30-3470 3912

press@transparency.org

Autres informations techniques :

Prof. Dr Johann Graf Lambsdorff

Université de Passau, Allemagne

Tel: +49 851 509 2551

<http://www.transparency.org>

Otto-Suhr-Allee 97-99

10585 Berlin, Germany

Tel: +49-30-3438 2061/19

Fax: +49-30-3470 3912

Sous embargo jusqu'à 8h30 TU, le 20 Octobre 2004

La corruption sévit dans 60 pays et constitue un véritable fléau dans le secteur public, indique TI

L'Indice de perceptions de la corruption 2004 de Transparency International classe un nombre record de 146 pays ; la plupart des pays producteurs de pétrole connaissent généralement un niveau de corruption élevé

Londres, le 20 octobre 2004 --- « La corruption dans les projets publics à grande échelle constitue un obstacle majeur au développement durable qui entraîne une perte importante de fonds publics dont ont besoin aussi bien les pays développés que les pays en développement pour l'éducation, les soins de santé et la réduction de la pauvreté », a déclaré aujourd'hui Peter Eigen, président de Transparency International, à l'occasion de la publication de l'Indice de perceptions de la corruption (IPC) 2004.

« Si nous espérons atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, qui sont de réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême d'ici 2015, les gouvernements doivent s'attaquer sérieusement à la corruption dans l'adjudication des marchés publics », a souligné M. Eigen. TI estime que les sommes perdues en pots-de-vin versés lors de la passation des marchés publics s'élève au moins à 400 milliards de \$US par an à l'échelle mondiale.

Parmi les 146 pays, 106 atteignent un score de moins de 5 sur 10 dans le nouvel Indice que publie aujourd'hui Transparency International, la plus grande organisation internationale non gouvernementale vouée à la lutte contre la corruption dans le monde entier. Soixante pays obtiennent moins de 3 sur 10 (10 représentant l'absence de corruption), ce qui indique que la corruption y est endémique. La corruption est perçue comme étant la plus aiguë au Bangladesh, en Haïti, au Nigeria, au Tchad, au Myanmar, en Azerbaïdjan et au Paraguay, tous des pays dont le score est inférieur à 2.

« La corruption dépouille les pays de leur potentiel », a poursuivi M. Eigen. « Comme le montre l'Indice de perceptions de la corruption 2004, les pays riches en pétrole comme l'Angola, l'Azerbaïdjan, l'Ecuador, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Kazakhstan, la Libye, le Nigeria, la Russie, le Soudan, le Tchad, le Venezuela et le Yémen affichent tous des scores extrêmement bas. Dans ces pays, la passation de marchés publics dans le secteur pétrolier est corrodée par la disparition des revenus qui aboutissent dans les poches des dirigeants de sociétés pétrolières occidentales, d'intermédiaires et de fonctionnaires locaux. »

TI incite vivement les gouvernements occidentaux à obliger leurs sociétés pétrolières à divulguer les droits, redevances et autres sommes qu'elles versent aux gouvernements et aux sociétés pétrolières nationales des pays hôtes. « L'accès à cette information vitale réduira les possibilités de camoufler le versement de pots-de-vin pour décrocher des contrats pétroliers, pratique qui a terni l'industrie pétrolière des économies en transition et d'après-guerre », a fait remarquer M. Eigen.

« L'avenir de l'Irak dépend de la transparence dans le secteur pétrolier », a-t-il ajouté. « Le besoin urgent de financer la construction d'après-guerre accroît l'importance d'exiger une transparence rigoureuse dans la passation de tous les marchés. Sans mesures strictes visant à lutter contre les pots-de-vin, la reconstruction de l'Irak sera anéantie par un détournement inutile de ressources vers une élite corrompue. »

Selon Rosa Inés Ospina Robledo, vice-présidente de TI : « Partout dans le monde, les bailleurs de fonds internationaux et les gouvernements nationaux doivent être plus soucieux de garantir la transparence dans les marchés publics en introduisant des clauses de lutte contre la corruption pour tous les projets majeurs », a-t-elle déclaré à Bogota, Colombie, aujourd'hui. « Il faut imposer des sanctions sévères aux sociétés prises en flagrant délit de versement de pots-de-vin, y compris la perte de contrat et l'inscription sur une liste noire pour de futures invitations à soumissionner. »

Les soumissions devraient comprendre des critères d'adjudication objectifs et la divulgation publique du processus tout entier. Il faut réduire au minimum les exceptions aux appels d'offres ouverts, il faut les expliquer et les consigner puisque les appels d'offres restreints et la passation de marchés par entente directe sont particulièrement sujets à la manipulation et à la corruption. Des organismes de surveillance indépendants et la société civile doivent contrôler la passation de marchés publics.

« Les entreprises des pays de l'OCDE doivent remplir leurs obligations en vertu de la Convention de l'OCDE contre la corruption et cesser de verser des pots-de-vin dans leur pays et à l'étranger », a déclaré Rosa Inés Ospina Robledo. « Avec la multiplication des lois sur la lutte contre la corruption, la gouvernance d'entreprise et les codes de conformité anti-corruption, les dirigeants n'ont aucune excuse pour verser des pots-de-vin ».

L'Indice de perceptions de la corruption est un indice composite basé sur des sondages qui reflètent la perception des milieux d'affaires et d'analystes pays, tant résidents que non-résidents. L'Indice de cette année se fonde sur 18 enquêtes fournies à Transparency International entre 2002 et 2004 et réalisées par 12 organismes indépendants.

Les pays obtenant un score supérieur à 9, qui ont donc un très faible niveau de corruption perçue, sont principalement des pays riches, à savoir la Finlande, la Nouvelle-Zélande, le Danemark, l'Islande, Singapour, la Suède et la Suisse. « Mais les pays les plus pauvres, qui pour la plupart se retrouvent dans la moitié inférieure de l'Indice, sont ceux qui ont le plus grand besoin de soutien dans la lutte contre la corruption », a souligné M. Eigen.

Compte tenu des données provenant de sources utilisées tant pour l'Indice 2003 que pour celui de 2004, on note une *augmentation* du niveau de corruption perçue par rapport à l'an dernier pour le Bahreïn, Belize, Chypre, la République dominicaine, la Jamaïque, le Koweït, le Luxembourg, Maurice, Oman, la Pologne, l'Arabie saoudite, le Sénégal et Trinité-et-Tobago.

À partir des mêmes sources, une *diminution* du niveau de corruption est perçue en Autriche, au Botswana, en République tchèque, au Salvador, en France, en Gambie, en Allemagne, en Jordanie, en Suisse, en Tanzanie, en Thaïlande, en Ouganda, dans les Émirats arabes unis et en Uruguay.

L'Indice ne comprend que les pays ayant fait l'objet d'au moins trois enquêtes. Par conséquent, de nombreux pays – y compris ceux qui peuvent être parmi les plus corrompus – ne figurent pas dans l'Indice parce qu'il n'existe tout simplement pas suffisamment de données d'enquête.

Le professeur Johann Graf Lambsdorff de l'Université Passau en Allemagne a coordonné les travaux statistiques de l'Indice avec les conseils de spécialistes internationaux.

Pour plus de détails sur l'Indice de perceptions de la corruption 2004 de Transparency International, visiter le site <http://www.transparency.org/surveys/#cpi>

Contacts médias pour l'IPC 2004

Berlin : Sarah Tyler / Jana Kotalik
Tel: +49 30 3438 2061/19
press@transparency.org

Londres : Jeff Lovitt/Diana Rodriguez
Tel: +44-207 610 1400
Portable: +49 162 419 6454

Autres informations techniques :

Prof. Dr Johann Graf Lambsdorff
(Conseiller auprès de TI et directeur du travail statistique de l'IPC)
Université de Passau, Allemagne
Tel: +49-851-509 2551

Ce tableau a été compilé pour Transparency International à l'Université de Passau. Pour plus d'informations sur les données et la méthodologie, merci de consulter les questions fréquemment posées et le document framework à www.transparency.org/surveys/cpi ou www.icgg.org

Rang du pays	Pays	Note de l'IPC 2004 *	Intervalle de Confiance **	Sources utilisées ***	Référence des sources (Pour plus de détails voir le tableau des sources en page 6)																	
					1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
					BEEPS 2002	CU 2003	EIU 2004	FH 2004	II 2003	IMD 2002	IMD 2003	IMD 2004	MDB 2002	MIG 2004	PERC 2002	PERC 2003	PERC 2004	TI/GI 2002	WMRC 2004	WEF 2002	WEF 2003	WEF 2004
1	Finlande	9,7	9,5 - 9,8	9																		
2	Nouvelle-Zélande	9,6	9,4 - 9,6	9																		
3	Danemark	9,5	9,3 - 9,7	10																		
	Islande	9,5	9,4 - 9,7	8																		
5	Singapour	9,3	9,2 - 9,4	13																		
6	Suède	9,2	9,1 - 9,3	11																		
7	Suisse	9,1	8,9 - 9,2	10																		
8	Norvège	8,9	8,6 - 9,1	9																		
9	Australie	8,8	8,4 - 9,1	15																		
10	Pays-Bas	8,7	8,5 - 8,9	10																		
11	Royaume-Uni	8,6	8,4 - 8,8	12																		
12	Canada	8,5	8,1 - 8,9	12																		
13	Autriche	8,4	8,1 - 8,8	10																		
	Luxembourg	8,4	8,0 - 8,9	7																		
15	Allemagne	8,2	8,0 - 8,5	11																		
16	Hong Kong	8,0	7,1 - 8,5	13																		
17	Belgique	7,5	7,1 - 8,0	10																		
	Irlande	7,5	7,2 - 7,9	10																		
	Etat-Unis	7,5	6,9 - 8,0	14																		
20	Chili	7,4	7,0 - 7,8	11																		
21	La Barbade	7,3	6,6 - 7,6	3																		
22	France	7,1	6,6 - 7,6	12																		
	Espagne	7,1	6,7 - 7,4	11																		
24	Japon	6,9	6,2 - 7,4	15																		
25	Malte	6,8	5,3 - 8,2	4																		
26	Israël	6,4	5,6 - 7,1	10																		
27	Portugal	6,3	5,8 - 6,8	9																		
28	Uruguay	6,2	5,9 - 6,7	6																		
29	Oman	6,1	5,1 - 6,8	5																		
	Emirats arabes unis	6,1	5,1 - 7,1	5																		
31	Botswana	6,0	5,3 - 6,8	7																		
	Estonie	6,0	5,6 - 6,7	12																		
	Slovénie	6,0	5,6 - 6,6	12																		
34	Bahrayn	5,8	5,5 - 6,2	5																		
35	Taiwan	5,6	5,2 - 6,1	15																		
36	Chypre	5,4	5,0 - 5,8	4																		
37	Jordanie	5,3	4,6 - 5,9	9																		
38	Qatar	5,2	4,6 - 5,6	4																		
39	Malaisie	5,0	4,5 - 5,6	15																		
	Tunisie	5,0	4,5 - 5,6	7																		
41	Costa Rica	4,9	4,2 - 5,8	8																		
42	Hongrie	4,8	4,6 - 5,0	12																		
	Italie	4,8	4,4 - 5,1	10																		
44	Koweït	4,6	3,8 - 5,3	5																		
	Lituanie	4,6	4,0 - 5,4	9																		
	Afrique du Sud	4,6	4,2 - 5,0	11																		
47	Corée du Sud	4,5	4,0 - 4,9	14																		
48	Seychelles	4,4	3,7 - 5,0	3																		
49	Grèce	4,3	4,0 - 4,8	9																		
	Suriname	4,3	2,1 - 5,8	3																		
51	République Tchèque	4,2	3,7 - 4,9	11																		
	Le Salvador	4,2	3,3 - 5,1	7																		
	Trinidad et Tobago	4,2	3,6 - 5,2	6																		
54	Bulgarie	4,1	3,7 - 4,6	10																		
	Maurice	4,1	3,2 - 4,8	5																		
	Namibie	4,1	3,5 - 4,6	7																		
57	Lettonie	4,0	3,8 - 4,3	8																		
	Slovaquie	4,0	3,6 - 4,5	11																		
59	Brésil	3,9	3,7 - 4,1	11																		
60	Belize	3,8	3,4 - 4,1	3																		
	Colombie	3,8	3,4 - 4,1	10																		
62	Cuba	3,7	2,2 - 4,7	4																		
	Panama	3,7	3,4 - 4,2	7																		
64	Ghana	3,6	3,1 - 4,1	7																		
	Mexique	3,6	3,3 - 3,8	11																		
	Thaïlande	3,6	3,3 - 3,9	14																		
67	Croatie	3,5	3,3 - 3,8	9																		
	Pérou	3,5	3,3 - 3,7	8																		
	Pologne	3,5	3,1 - 3,9	13																		
	Sri Lanka	3,5	3,1 - 3,9	8																		
71	Chine	3,4	3,0 - 3,8	16																		
	Arabie Saoudite	3,4	2,7 - 4,0	5																		
	Syrie	3,4	2,8 - 4,1	5																		
74	Biélorussie	3,3	1,9 - 4,8	5																		
	Gabon	3,3	2,1 - 3,7	3																		
	Jamaïque	3,3	2,8 - 3,7	6																		

Rang du pays	Pays	Note de l'IPC 2004 *	Intervalle de confiance **	Sources utilisées **	Référence des sources (Pour plus de détails voir le tableau des sources en page 6)																	
					1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
					BEEPS 2002	CU 2003	EIU 2004	FH 2004	II 2003	IMD 2002	IMD 2003	IMD 2004	MDB 2002	MIG 2004	PERC 2002	PERC 2003	PERC 2004	T/IGI 2002	WMRC 2004	WEF 2002	WEF 2003	WEF 2004
77	Bénin	3,2	2,0 - 4,3	3		#																
	Egypte	3,2	2,7 - 3,8	8		#	#	#				#	#				#	#	#			
	Mali	3,2	2,2 - 4,2	5		#						#					#	#	#			
	Maroc	3,2	2,9 - 3,5	7			#	#				#				#	#	#	#			
	Turquie	3,2	2,8 - 3,7	13	#	#	#	#	#	#	#	#	#			#	#	#	#			
82	Arménie	3,1	2,4 - 3,7	5	#		#					#	#			#						
	Bosnie Herzégovine	3,1	2,7 - 3,5	7	#	#	#					#	#			#			#			
	Madagascar	3,1	1,8 - 4,4	4								#				#		#	#			
85	Mongolie	3,0	2,6 - 3,2	3		#						#				#						
	Sénégal	3,0	2,5 - 3,5	6		#	#					#	#			#		#	#			
87	Repub. Dominicaine	2,9	2,4 - 3,3	6			#					#				#	#	#	#			
	Iran	2,9	2,2 - 3,4	5		#	#	#	#			#				#						
	Roumanie	2,9	2,5 - 3,4	12	#	#	#	#		#	#	#	#			#	#	#	#			
90	Gambie	2,8	2,2 - 3,4	5		#										#		#	#			
	Inde	2,8	2,6 - 3,0	15		#	#	#	#	#	#	#	#	#	#	#	#	#	#			
	Malawi	2,8	2,2 - 3,7	5			#					#				#		#	#			
	Mozambique	2,8	2,4 - 3,1	7		#	#					#	#			#		#	#			
	Népal	2,8	1,6 - 3,4	3		#						#				#						
	Russie	2,8	2,5 - 3,1	15	#	#	#	#	#	#	#	#	#	#	#	#	#	#	#			
	Tanzanie	2,8	2,4 - 3,2	7		#	#					#	#			#		#	#			
97	Algérie	2,7	2,3 - 3,0	6		#	#					#				#		#	#			
	Liban	2,7	2,1 - 3,2	5			#	#				#	#			#						
	Macédoine (A.R. de Yougoslavie)	2,7	2,3 - 3,2	7	#		#	#				#				#		#	#			
	Nicaragua	2,7	2,5 - 3,0	7		#	#					#				#	#	#	#			
	Serbie et Monténégro	2,7	2,3 - 3,0	7			#	#				#				#		#	#			
102	Erythrée	2,6	1,6 - 3,4	3		#						#				#						
	Papouasie nouvelle Guinée	2,6	1,9 - 3,4	4		#	#					#				#						
	Philippines	2,6	2,4 - 2,9	14		#	#	#	#	#	#	#	#	#	#	#	#	#	#			
	Ouganda	2,6	2,1 - 3,1	7		#	#					#	#			#		#	#			
	Vietnam	2,6	2,3 - 2,9	11		#	#					#	#	#	#	#	#	#	#			
	Zambie	2,6	2,3 - 2,9	6		#	#					#				#		#	#			
108	Albanie	2,5	2,0 - 3,0	4	#		#					#				#						
	Argentine	2,5	2,2 - 2,8	11		#	#		#	#	#	#	#			#	#	#	#			
	Libye	2,5	1,9 - 3,0	4			#	#				#				#						
	Autorité Palestinienne	2,5	2,0 - 2,7	3			#					#				#						
112	Equateur	2,4	2,3 - 2,5	7		#	#					#	#			#	#	#	#			
	Yémen	2,4	1,9 - 2,9	5		#	#	#				#	#			#						
114	Congo, République du	2,3	2,0 - 2,7	4		#	#					#				#						
	Ethiopie	2,3	1,9 - 2,9	6		#	#					#				#		#	#			
	Honduras	2,3	2,0 - 2,6	7		#	#					#				#	#	#	#			
	Moldavie	2,3	2,0 - 2,8	5	#		#	#				#				#						
	Sierra Léone	2,3	2,0 - 2,7	3		#	#					#				#						
	Ouzbékistan	2,3	2,1 - 2,4	6	#	#	#	#				#				#						
	Venezuela	2,3	2,2 - 2,5	11		#	#		#	#	#	#	#			#	#	#	#			
	Zimbabwe	2,3	1,9 - 2,7	7		#	#					#	#			#	#	#	#			
122	Bolivie	2,2	2,1 - 2,3	6			#					#				#	#	#	#			
	Guatemala	2,2	2,0 - 2,4	7		#	#					#				#	#	#	#			
	Kazakhstan	2,2	1,8 - 2,7	7	#	#	#	#				#	#			#						
	Kirghizstan	2,2	2,0 - 2,5	5	#	#	#	#				#	#			#						
	Niger	2,2	2,0 - 2,5	3			#					#				#						
	Soudan	2,2	2,0 - 2,3	5		#	#	#	#			#				#						
	Ukraine	2,2	2,0 - 2,4	10	#	#	#	#				#	#			#	#	#	#			
129	Cameroun	2,1	1,9 - 2,3	5			#					#	#			#		#				
	Irak	2,1	1,3 - 2,8	4			#	#				#				#						
	Kenya	2,1	1,9 - 2,4	7		#	#					#	#			#		#	#			
	Pakistan	2,1	1,6 - 2,6	7			#	#				#				#		#	#			
133	Angola	2,0	1,7 - 2,1	5			#					#				#		#	#			
	Congo, Repub. Démocratique	2,0	1,5 - 2,2	3		#						#				#						
	Côte d'Ivoire	2,0	1,7 - 2,2	5		#	#					#	#			#						
	Géorgie	2,0	1,6 - 2,3	7	#	#	#	#				#	#			#			#			
	Indonésie	2,0	1,7 - 2,2	14		#	#	#	#	#	#	#	#	#	#	#	#	#	#			
	Tadjikistan	2,0	1,7 - 2,4	4		#	#	#				#				#						
	Turkménistan	2,0	1,6 - 2,3	3			#					#				#						
140	Azerbaïdjan	1,9	1,8 - 2,0	7	#	#	#	#				#	#			#						
	Paraguay	1,9	1,7 - 2,2	7		#	#					#	#			#	#	#	#			
142	Tchad	1,7	1,1 - 2,3	4			#					#				#		#	#			
	Myanmar	1,7	1,5 - 2,0	4		#	#					#				#						
144	Nigeria	1,6	1,4 - 1,8	9		#	#	#	#			#	#			#	#	#	#			
145	Bangladesh	1,5	1,1 - 1,9	8		#	#	#	#			#	#			#	#	#	#			
	Haïti	1,5	1,2 - 1,9	5		#						#				#	#	#	#			

Notes

* **Note de l'IPC** fait référence aux perceptions du degré de corruption tel que le ressentent les milieux d'affaires, les universitaires et les analystes de pays. Il s'étend de 10 (haut niveau de probité) à 0 (corruption élevée).

** **Intervalle de confiance** fournit une échelle des valeurs possibles de la note de l'IPC. Ceci reflète la possible variation de la note d'un pays, en fonction de la précision de la mesure. Nominale, avec 5% de probabilité la note est au-dessus de cet intervalle et avec 5% elle se trouve en dessous. Cependant, surtout lorsque seulement peu de sources (n) sont disponibles, cet intervalle de confiance est inférieur à 90%.

*** **Sources utilisées** renvoie au nombre d'enquêtes réalisées pour évaluer la performance d'un pays. Au total, 18 enquêtes et analyses d'experts ont été utilisées avec un minimum de 3 par pays pour être inclus dans l'IPC.

Sources pour l'Indice de perceptions de la corruption de TI (IPC) 2004

Référence	1	2	3
Abréviation	BEEPS	CU	EIU
Source	Banque mondiale et la BERD	Columbia University, The Center for International Earth Science Information Network	Economist Intelligence Unit
Nom	Business Environment and Enterprise Performance Survey	State Capacity Survey	Country Risk Service and Country Forecast
Année	2002	2003	2004
Adresse Internet	info.worldbank.org/governance/beeps2002/	http://www.ciesin.org/	www.eiu.com
Groupe sondé	Hauts dirigeants d'entreprises	Experts américains résidents (analystes politiques, universitaires et journalistes)	Évaluation des effectifs d'experts
Sujet abordé	Fréquence des paiements additionnels irréguliers; quel impact a la corruption sur l'exploitation de votre entreprise?	Gravité de la corruption au sein de l'État	Abus de charge publique à des fins personnelles (ou d'un parti politique) dans la fonction publique.
Nb de réponses	6 500	224	Sans objet
Zone couverte	25 pays en transition	95 pays	142 pays
Référence	4	5	
Abréviation	FH	II	
Source	Freedom House	Information International	
Nom	Nations in Transit	Survey of Middle Eastern Business people	
Année	2004	2003	
Adresse Internet	www.freedomhouse.org/research/naltransit.htm	www.information-international.com	
Groupe sondé	Évaluation par des experts, régionaux et résidents	Hauts dirigeants d'entreprises de Bahreïn, du Liban et des EAU	
Sujet abordé	Étendue de la corruption pratiquée dans les gouvernements, telle que perçue par le public et mentionnée dans les médias ainsi que la mise en œuvre d'initiatives anti-corruption	Fréquence des pots-de-vin et coûts qu'ils représentent, et fréquence des marchés publics accordés à des amis et parents dans les pays voisins.	
Nb de réponses	Sans objet	382 évaluations de 165 répondants	
Zone couverte	28 pays	31 pays	
Référence	6	7	8
Abréviation	IMD		
Source	International Institute for Management Development, Lausanne, Suisse		
Nom	World Competitiveness Yearbook		
Année	2002	2003	2004
Adresse Internet	www.imd.ch		
Groupe sondé	Cadres supérieurs et moyens; sociétés nationales et internationales		
Sujet abordé	Pots-de-vin et corruption dans l'économie		
Nb de réponses	3 532	> 4 000	4 166
Zone couverte	49 pays	51 pays	
Référence	9	10	
Abréviation	BMD	MIG	
Source	Banque multilatérale de développement	Merchant International Group	
Nom	Sondage	Grey Area Dynamics	
Année	2002	2004	
Adresse Internet		www.merchantinternational.com	
Groupe sondé	Des experts ont été identifiés dans la banque et de multiples questionnaires (chacun portant sur un pays différent) leur ont été envoyés. Environ 40 % des questionnaires ont été retournés.	Effectifs d'experts et réseau de correspondants locaux	
Sujet abordé	Ampleur de l'incidence de la corruption (très grande; assez grande; assez limitée; pas d'opinion)	Corruption allant de pots-de-vin versés à des ministres gouvernementaux à des incitations versées au « plus humble employé de bureau ».	
Nb de réponses	398	Sans objet	
Zone couverte	47 pays	155 pays	
Référence	11	12	13
Abréviation	PERC		
Source	Political & Economic Risk Consultancy		
Nom	Asian Intelligence Newsletter		
Année	2002	2003	2004
Adresse Internet	www.asiarisk.com/		
Groupe sondé	Hauts dirigeants d'entreprises expatriés		
Sujet abordé	Quelle est l'ampleur du problème de la corruption dans le pays où vous travaillez et dans votre pays d'origine?		
Nb de réponses	Plus de 1 000	Plus de 1 000	Plus de 1 000
Zone couverte	14 pays		
Référence	14	15	
Abréviation	TI/GI	WMRC	
Source	Gallup International au nom de TI	World Markets Research Centre	
Nom	Étude sur la corruption	Risk Ratings	
Année	2002	2004	
Adresse Internet	www.transparency.org/surveys/#bpi	www.wmrc.com	
Groupe sondé	Hauts dirigeants d'entreprises de 15 économies de marché émergentes	Évaluation des effectifs d'experts	
Sujet abordé	Fréquence des pots-de-vin versés aux politiques, aux hauts fonctionnaires, et aux juges? Et dans quelle mesure les coûts associés à ces versements sont-ils un frein aux affaires?	Probabilité de rencontrer de la corruption parmi les dirigeants, celle-ci allant de la corruption bureaucratique mineure à la fraude politique à grande échelle.	
Nb de réponses	835	Sans objet	
Zone couverte	21 pays	186 pays	
Référence	16	17	18
Abréviation	FEM		
Source	Forum économique mondial		
Nom	Rapport sur la compétitivité mondiale		
Année	2002	2003	2004
Adresse Internet	www.weforum.org		
Groupe sondé	Hauts dirigeants d'entreprises nationales et internationales		
Sujet abordé	Paiements supplémentaires sans documents à l'appui en rapport avec diverses fonctions gouvernementales.		
Nb de réponses	Environ 4 600	7 741	8 700
Zone couverte	76 pays	102 pays	104 pays